

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Dr Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 26 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 décembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIE DE LA TUILERIE SAS**

2 Fonsseau - Touzac  
16120 BELLEVIGNE

Références : 2024\_1758\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007209507

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 décembre 2024 dans l'établissement DISTILLERIE DE LA TUILERIE SAS implanté 2 Fonsseau - Touzac 16120 BELLEVIGNE. L'inspection a été annoncée le 21 novembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à la prise de l'arrêté complémentaire du 21 février 2024 pour les installations de production et de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole. Cette visite fait également suite au dépôt d'un dossier d'autorisation actuellement en instruction par l'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIE DE LA TUILERIE SAS
- 2 Fonsseau - Touzac 16120 BELLEVIGNE
- Code AIOT : 0007209507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La distillerie de la Tuilerie est actuellement composée de 4 chais de stockage d'eau de vie et d'une distillerie de 8 alambics "Charentais". Les chais 1, 2 et 3 sont opérationnels, le chai n°4 est en cours de construction. La société emploie sur site 9 personnes et va progressivement se développer dans

les prochaines années.

L'établissement a été réglementé en dernier lieu par APC de février 2024 et l'établissement relève notamment du régime de l'Autorisation au titre de la rubrique 4755 (stockage d'alcools).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Résistance au feu des murs	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Comportement au feu des toitures	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.1.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.2.2	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.6.1	Sans objet
3	Clôture	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.2.4	Sans objet
6	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.2.1	Sans objet
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.2.3	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.4.2	Sans objet
9	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.5.1	Sans objet
10	Chargements-déchargements	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.5.3	Sans objet
11	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.8.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des installations ne présentent pas de problématiques majeures. Les éléments de sécurités sont contrôlés dans les temps et respectent la réglementation actuelle.

Cependant quelques informations complémentaires doivent être apportées par l'exploitant sur les deux constats le requérant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a été en mesure de fournir l'état des stocks via un tableur Excel. Le suivi se fera prochainement via le logiciel IWM. Cet équipement constitue une base de données unique et partagée qui offre en temps réel une vision précise et synthétique de l'activité.</p> <p>Le tableur Excel actuel permet de connaître le volume stocké dans chacun des chais d'alcools et des cuves de vins.</p> <p>Les volumes présents au global sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 13 076 hl d'alcools dans les chais</li> <li>• 14 629 hl de vins dans les cuves</li> </ul> <p>Ces quantités sont conformes aux valeurs maximales de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Surveillance de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disposition d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>M. Grillet Aurélien est nommément désigné responsable du site. La partie administrative est établie dans le bureau situé au centre du site et composé de 3 distillateurs et 2 administratifs.</p> <p>Quatre personnes sont affectées à la gestion des vignes et de la viticulture.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Clôture

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disposition constructive</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p>

<b>Constats :</b> Le site est clôturé sur l'ensemble du périmètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Résistance au feu des murs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les chais doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs extérieurs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures),</li> <li>• portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture E30 (pare-flammes de degré une demi-heure).</li> </ul> Les percements ou ouvertures effectuées dans les murs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchées afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis la fiche FDS du produit (brique) constitutif des murs coupe-feu des chais ; cependant, il n'est pas en mesure de fournir un justificatif attestant que les murs extérieurs sont REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures).  Les portes et fermetures sont résistantes au feu, leurs dispositifs de fermeture E30 (pare-flammes de degré une demi-heure). Deux factures des 18/03/2021 et 14/10/2022 ont été transmises par l'exploitant indiquant la pose d'une peinture Alphacoat et d'un vernis Alphaflam sur les portes des chais 1 et 2 ainsi que sur le portail du chai 2 (résistance 30 minutes).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit demander un avis de chantier ou un justificatif auprès de la société ayant réalisé les travaux afin d'attester que les murs des chais sont bien REI 240. Il devra transmettre l'ensemble de ces éléments à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Comportement au feu des toitures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la

propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1). [...]
<b>Constats :</b>  Les couvertures des toitures des chais sont en tuiles de terre cuite. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un justificatif attestant la résistance au feu de la toiture.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit demander un avis de chantier ou un justificatif auprès de la société ayant réalisé les travaux afin de considérer la toiture aux exigences de performance BROOF (t3). Il devra transmettre l'ensemble de ces éléments à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intervention des services de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moins deux accès de secours sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention. [...]
<b>Constats :</b> Le site est accessible par deux portails d'accès distincts et éloignés l'un de l'autre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un DENFC de superficie utile 1 m <sup>2</sup> est prévu pour chaque chai. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique. Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>• fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;</li> <li>• classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN / m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres ;</li> <li>• classe de température ambiante T (00) ;</li> <li>• classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul>

<b>Constats :</b> Les 3 chais construits sont équipés d'une trappe de désenfumage d'au moins 1 m <sup>2</sup> de surface utile.  L'inspection n'a en revanche pas vérifié le bon contrôle périodique du désenfumage et de la conformité des commandes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont été vérifiées par la société SOCOTEC équipement le 11/09/2024 pour la distillerie et le 12/09/2024 pour les chais 1,2 et 3. L'exploitant a transmis les rapports Q18 pour ces deux journées de vérification. Aucune anomalie n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Rétention et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque chai dispose d'une capacité de rétention interne des écoulements accidentels et de l'eau d'extinction en cas d'incendie d'au moins 650 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  Les chais 1 et 2 sont composés d'une rétention interne de 650 m <sup>3</sup> en décaissé par rapport au niveau du sol (surface 299,46 m <sup>2</sup> pour un seuil de rétention situé à 2 m 17).  Le chai 3 est lui rattaché à une rétention déportée 800 m <sup>3</sup> en lien avec une fosse d'extinction de 120 m <sup>3</sup> , placée en amont de la rétention déportée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 10 : Chargements-déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. [...] Les déversements accidentels sur les aires sont collectés et canalisés vers une capacité de rétention déportée d'au moins 30 m <sup>3</sup> , constituée d'une réserve enterrée. [...] Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion-citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.
<b>Constats :</b>  Les aires de dépotages sont bétonnées et matérialisées au sol.  L'aire de dépotage situé à proximité du chai A est connectée au bassin à vinasses de 778 m <sup>3</sup> . Ce dernier est vidé de façon régulière (tous les 10 jours) afin d'éviter les nuisances olfactives pour le voisinage.  Pour l'aire de dépotage située entre les chais 1 et 2, celle-ci est connectée à une rétention enterrée de 30 m <sup>3</sup> .  Enfin, chacune des aires de dépotage est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion-citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 11 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• de 2 poteaux incendie du réseau public, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à moins de 100 mètres d'une entrée du site, permettant de fournir un débit minimal cumulé de 180 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;</li><li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 140 m<sup>3</sup>, d'une aire de pompage et d'une prise d'eau munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ;</li><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque chai de sorte que la distance maximale</li></ul>



pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m, et à proximité de l'aire de chargement et de déchargement ;

- tout engin mécanique se déplaçant à l'intérieur des chais est doté d'un extincteur portatif, soit à CO<sub>2</sub>, soit à poudre polyvalente ;
- pour chaque chai : au moins deux robinets d'incendie armés équipés en dispositif à mousse avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue périodiquement auprès du gestionnaire du réseau public une demande de vérification des débits des 2 poteaux incendie situés à proximité du site.

#### **Constats :**

Le site est composé de deux réserves incendie de 200 m<sup>3</sup> et 600 m<sup>3</sup>. La première a été réceptionnée par le service du SDIS 16 et composée d'une aire de pompage, la seconde doit faire l'objet d'une réception auprès du SDIS et d'une convention avec la mairie pour assurer la défense incendie des lieux-dits situés à proximité. Cette réserve est composée de 3 aires de pompage.

Les chais sont dotés d'un extincteur portatif à bonne distance de l'aire de chargement et de déchargement.

2 RIA sont disponibles avec de l'émulseur non fluoré également présents dans chaque chai.

Le dernier contrôle de ces installations de protection incendie a été réalisé par la société Chubb le 22 avril 2024. 7 extincteurs sur roues et 28 extincteurs portables sont présents sur le site. L'ensemble de l'installation est conforme. 4 extincteurs faisaient l'objet d'un remplacement suite à l'intervention de la société Chubb le 12 avril 2024 (local phytosanitaire, chais B et C), facture n°24122813 du 23/04/2024 de la société Chubb.

L'exploitant est invité à justifier que les ressources en eau présentes sur son site sont équivalentes aux dispositions prévues dans son arrêté préfectoral requérant un besoin en eau également couvert par des poteaux incendie à hauteur de 180 m<sup>3</sup>/h.

**Type de suites proposées :** Sans suite